

# Elections : ce 30 septembre date limite

Congo-Kinshasa Tout indique que le président Kabila, hors mandat, n'a pas l'intention de se donner un successeur.

Analyse Marie-France Cros

Ce samedi 30 septembre est la date limite pour convoquer les élections si l'on veut qu'elles aient lieu avant le 31 décembre 2017, comme l'impose l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016, qui a donné au président Joseph Kabila – hors mandat depuis le 20 décembre dernier – un an de plus pour organiser les scrutins. À défaut, l'opposition, favorable à une "transition sans Kabila", lancera sa campagne de protestation, alors que l'agitation sociale grandit en raison de la crise économique.

Peu de gens, cependant, croient que la légalité sera respectée tant sont nombreux les signes émis par le chef de l'Etat et la Majorité présidentielle indiquant qu'ils entendent maintenir M. Kabila au pouvoir – ainsi que les députés nationaux et provinciaux – pour une durée indéfinie. voire infinie.

## Presque toutes les élections

Lors de la négociation de l'Accord de la Saint-Sylvestre, sous la médiation des évêques catholiques, la Majorité présidentielle a, en effet, réussi à imposer que les élections renvoyées à un an ne soient plus seulement la présidentielle – la seule sur laquelle portaient les exigences de l'opposition et la seule au sujet de laquelle la Constitution est impérative – mais également les scrutins législatifs nationaux et provinciaux (directs), ainsi que l'élection (indirecte) des sénateurs et des gouverneurs de province.

L'intérêt de ces ajouts est évident : la présidentielle étant la plus facile à organiser puisque les candidats se présentent tous dans la même circonscription (toute l'étendue de la République), on peut difficilement évoquer des difficultés d'organisation pour justifier un nouveau report de la

consultation, comme ne cesse de le faire le camp présidentiel.

Beaucoup plus difficiles à organiser sont les législatives : la loi électorale congolaise prévoit un vote ouvert (pas de scrutin de liste) et tous les candidats – avec photo individuelle et emblème de leur parti – doivent figurer sur les bulletins de vote, qui sont donc énormes et différents pour chaque circonscription, et, en conséquence, beaucoup plus chers. En outre, grâce à la lenteur de l'inscription des électeurs, le Congo ne dispose toujours pas de la loi sur la répartition des sièges, indispensable pour les législatives.

## Ralentir le mouvement à tout prix

De plus, la Commission électorale nationale dépendante (Ceni), réputée acquise au chef de l'Etat, a encore brouillé les cartes en proposant en août que le vote soit électronique – une perspective "inénvisageable", a analysé l'Institut de recherche en Droits humains de Lubumbashi, qui souligne que la Ceni n'a "amené aucun élément de faisabilité" d'un projet au coût "très élevé" alors qu'elle assure n'avoir pas assez d'argent pour organiser les élections dans les temps légaux. Sans compter les "menaces de virus informatiques", d'"attaques des systèmes organisées par des pirates politiques" et la possible fraude modifiant le résultat final. Le tout dans un pays au taux de pénétration d'Internet "encore très faible", soit "2,7 % à 3 %", note l'Institut. Un tel système au Congo diminuerait encore la confiance dans le processus, élément essentiel d'élections réussies.

Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minkanda, n'a pas hésité à mettre en garde, le 15 septembre, contre toute "précipitation inconsidérée" dans l'organisation des scrutins – en retard de deux et un an. Et le porte-parole de la majorité présidentielle, Alain Atundu Liongo, ne s'est pas gêné pour dire que "l'essentiel n'est pas une date bu-

toir" et que si les élections ne peuvent avoir lieu d'ici fin décembre, le chef de l'Etat se réservera de la tendancieuse interprétation de l'article 70 de la Constitution qui a déjà servi, fin 2016, à Joseph Kabila pour ne pas céder le pouvoir au président du sénat, comme le prévoit la loi fondamentale en cas de vacance du pouvoir : "A la fin de son mandat, le Président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau Président élu". Il suffirait donc, selon cette ébouriffante interprétation, de ne pas organiser la présidentielle pour prolonger indéfiniment le chef d'Etat au pouvoir.

Enfin, ce dernier a demandé, le 23 septembre, à la tribune de l'Onu, le départ de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo), ce que les milieux diplomatiques ont interprété comme un désir d'écarter des observateurs étrangers. Tandis que la session parlementaire qui s'est ouverte le 15 septembre prévoit l'examen d'un projet de révision de la loi sur le statut de l'opposition.

## Préparer de fausses concessions

"Le but est clairement de garder Joseph Kabila", indique à "La Libre Afrique" un bon connaisseur des processus électoraux au Congo. "Les moyens changent selon le moment. Un des moyens préférés serait de modifier la Constitution existante – et le régime présentera cette décision

comme une concession puisqu'il n'aura pas changé de Constitution. De même, l'idée d'un vote électronique n'a pas de pertinence; elle a été lancée, à mon avis, pour pouvoir être retirée et présenter ce geste comme une concession. Le but de la Majorité présidentielle est d'arriver à une élection indirecte du chef de l'Etat. Ce n'est pas le gâteau : comme ce serait un nouveau système, on remettrait les compteurs à zéro et Joseph Kabila aurait droit, à nouveau, à deux mandats. C'est l'argument qu'avait utilisé Pierre Nkurunziza au Burundi" pour se maintenir au pouvoir finalement par la force.

Ils entendent maintenir Joseph Kabila au pouvoir – ainsi que les députés – pour une durée indéfinie. voire infinie.

## Nouvelle insurrection au Kivu : manipulation ou non ?

Cette semaine, Uvira – seconde ville du Sud-Kivu après Bukavu – a été la cible d'attaques de la part de groupes armés irréguliers, appelés "Mai-Mai" par les habitants. Plusieurs ont précisé qu'il s'agissait apparemment de Mai-Mai Yakutumba, un groupe armé recrutant essentiellement des Bembes, tribu locale traditionnellement dirigée par des assemblées d'hommes qui débattent plutôt que par des chefs qui ordonnent.

### Mieux armés que d'habitude

Au bout de deux jours, cependant, les habitants d'Uvira ont remarqué que les assaillants – auxquels résiste l'armée congolaise, appuyée par la Monusco (Mission de l'Onu au Congo), qui entend "protéger les civils" – sont bien mieux armés que ne le sont d'habitude les groupes mai-mai de la région. Et de soupçonner une manipulation par une force plus puissante.

Les assauts contre Uvira ont été revendiqués par deux sources différentes : une "Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo" (CNPSC), dont le secrétaire exécutif est le "général Amuri William Yakutumba", qui affirme vouloir chasser Joseph Kabila du fauteuil présidentiel. Et une "Alliance Article 64" (AA64) – l'article 64 de la Constitution étant celui qui

ordonne aux Congolais de faire échec à toute personne qui exerce le pouvoir en violation de la Constitution, soit ce que fait Kabila selon l'opposition – dont le chef des opérations et porte-parole est le "colonel Funguo Pafanikio".

Selon une source bien informée de "La Libre Belgique", il s'agirait d'un même mouvement, la dénomination utilisée par le "vieux" général Yakutumba étant plus ancienne que celle brandie par le jeune porte-parole.

### Une manœuvre Kabila-Nkurunziza ?

Au même moment, circulent sur les réseaux sociaux des documents, analyses et affirmations tendant à dénoncer une manœuvre soit des présidents du Congo, Joseph Kabila, et du Burundi, Pierre Nkurunziza – qui ont tous les deux fort à faire pour se maintenir au pouvoir malgré les textes légaux – soit du second seul.

Selon l'un de ces documents, présentée comme un "memorandum d'intention", les "Mai-Mai (secteur Uvira)" – non autrement identifiés – seraient armés par le pouvoir burundais afin de "chasser" les Tutsis Banyamulenge du Sud-Kivu – honnis par plusieurs tribus avoisinantes – et les rebelles burundais FNL qui ont le Sud-Kivu pour base arrière, d'où ils mènent des attaques contre le sanglant régime Nkurunziza.

"Je trouve ces informations douteuses, vu l'excellente et ancienne collaboration entre les Mai-Mai Yakutumba et les FNL burundais", commente notre source bien informée.

### On le croit capable de détruire le pays

Alors, insurrection-bidon ou authentique ? Ou un peu des deux ? Les Kivuïens ont été les premiers à accuser le président Kabila d'entretenir la violence dans leur région afin de justifier l'impossibilité de tenir des élections et se maintenir ainsi au pouvoir.

L'accusation a ensuite gagné le reste du pays et a été répétée à propos de l'insurrection des "Kamwina Nsapu" au Kasai, qui a débuté en août 2016 et que le gouvernement de Kinshasa vient de déclarer terminée après qu'elle eut provoqué des milliers de morts et 1,4 million de déplacés. Il n'existe aucune preuve qu'il s'agisse d'une manipulation, même s'il y a de nombreux indices que des manœuvres de Kinshasa ont aggravé et étendu le conflit kasaien. Beaucoup de régions ont de vraies raisons de se révolter.

Il est en tout cas caractéristique de la déliquescence du régime qu'un nombre grandissant de Congolais le croient capable de détruire le pays pour rester au pouvoir.

Marie-France Cros

Aucune preuve de manipulation n'existe. Il est néanmoins caractéristique de la déliquescence du régime qu'un nombre grandissant de Congolais le croient capable de détruire le pays pour rester au pouvoir.

## COMMENTAIRE

### L'alternance est la seule chance du Congo

Par Marie-France Cros

Tout indique que les électeurs ne seront pas convoqués pour des élections ce samedi, dernière limite légale pour les tenir avant fin 2017 comme la Majorité présidentielle s'y est engagée. Donc que l'année supplémentaire accordée à Joseph Kabila pour faire son devoir – respecter la Constitution et organiser les élections dans les délais – n'a servi qu'à lui faire gagner du temps. Et que les kabilistes entendent continuer sur

leur lancée.

Le régime de Joseph Kabila n'a pourtant plus aucune crédibilité. Après 16 ans de pouvoir, dont la moitié avec une croissance "à la chinoise", il a gardé l'un des taux de pauvreté les plus hauts d'Afrique subsaharienne : 76 %, contre 41 % en moyenne. Ni le Président, ni ses ministres n'ont à proposer autre chose que des discours; aucun n'a réellement de projet pour le Congo sinon rester au pouvoir. Le pouvoir Kabila n'a plus de balise pour limiter la corruption, qui a explosé bien au-delà de celle du régime Mobutu.

Les seuls atouts du pouvoir sont l'utilisation aveugle des armes et la faiblesse de l'opposition. Même celle-ci, pourtant, n'empêche pas que l'alternance politique – qui permet à tous d'appréhender à gouverner et au peuple de sanctionner – soit la seule chance du Congo.